



Pour mettre en adéquation le cadre institutionnel avec le pacte de responsabilité et les politiques d'austérité qu'il impose au peuple, François Hollande annonçait lundi 2 juin sa feuille de route pour exploser le cadre national et républicain. Si la fusion des régions a retenu l'attention, le projet présidentiel confirme aussi la suppression programmée des départements et l'abandon des communes comme structure-clé de l'action locale et de la démocratie.

Une fois encore, c'est le peuple qui va payer l'addition : le creusement des inégalités va être inéluctable dès lors que l'unité et l'indivisibilité de la République sont remises en question ; les services publics vont être « rationalisés pour plus d'efficacité » ; les agents de la fonction publique territoriale vont être sacrifiés sur l'autel de l'austérité et leurs missions vont de fait être supprimées dans une absurde chasse aux prétendus doublons. Pour finir les grandes entreprises et multinationales vont se frotter les mains . Là où les services publics seront devenus inopérants des parts de marchés vont se libérer. L'égalité des droits dans un Etat républicain cèdera la place au chacun pour soi selon ses moyens.

Délégitimé dans son action, minoritaire sur sa politique, le Président cherche à éloigner la décision des citoyens et à rompre avec le triptyque républicain communes/départements/Nation pour y substituer le trident technocratique intercommunalités/régions/Europe.

Nous ne le laisserons pas faire !

Je plaide pour des rassemblements devant les préfetures et sous préfetures.

François Hollande doit entendre notre voix. Il est inenvisageable qu'à minima le peuple ne soit pas consulté par référendum. Plus largement, ce coup de force présidentiel n'est que l'ultime avatar d'une Vème République au bout du rouleau. C'est donc d'une refondation profonde par et pour le peuple dont nous avons besoin pour aller vers une 6e République. C'est vers cet objectif que nous entendons rester mobilisé-e-s. J'en appelle au rassemblement de toutes les forces politiques ,syndicales et associatives qui n'accepte pas que notre organisation territoriale et institutionnelle soient bouleversée sans qu'il y ait débat et referendum . Le PG ne réclame rien pour lui même il est disponible pour participer à toutes initiatives à gauche contre ce coup de force présidentiel.